



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNACIONALISTE



NON À LA LOI DARMANIN ! FACE AU RACISME D'EN HAUT, NOTRE SOLIDARITÉ DE TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES

La loi dite « Asile et immigration », dont le ministre de l'Intérieur Darmanin s'est fait le champion, n'a finalement pas été examinée à l'Assemblée nationale grâce à l'utilisation d'une astuce parlementaire la retirant de l'ordre du jour. Mais elle n'est pas enterrée pour autant. Car gouvernement, droite et extrême droite rivalisent de mensonges et d'infamie à associer immigration et criminalité. Mais pour nous travailleuses et travailleurs de tous les secteurs vitaux, les immigrés c'est nous-mêmes, ou nos voisins, proches et collègues. Et nous disons « non » au poison raciste secrété d'en haut !

La scélératesse au sommet !

Au fil des navettes entre le palais Bourbon et le Sénat, le projet de loi a été considérablement durci, remettant en cause l'acquisition de la nationalité par droit du sol pour les enfants nés en France de parents étrangers et le droit à l'AME, permettant à des sans-papiers de se faire soigner. De nombreux soignants et médecins ont dénoncé le scandale et annoncé qu'ils n'appliqueront pas une mesure contraire aux droits humains et à la santé publique ! Après le rejet de la loi par une motion préalable, le gouvernement s'entêtera-t-il jusqu'au bout pour faire adopter ses propositions les plus abjectes ? L'Assemblée nationale avait en tout cas validé les limitations prévues au regroupement familial et la restriction des conditions (déjà très difficiles) ouvrant droit au titre « étranger malade » (qui ne représente que 2 % des titres de séjour accordés en France, soit 3280 en 2022). Les expulsions seraient encore facilitées. La plus grande scélératesse de Darmanin est d'associer délinquance et immigration, et d'avoir envoyé à des médias 4 000 « profils d'étrangers délinquants » qui pourraient être expulsés si sa loi passait. Procédé vraiment infâme de ce gouvernement, qui rivalise avec l'extrême droite pour tenter d'opposer les travailleurs les uns aux autres, pour tenter de nous détourner de la lutte collective pour nos salaires et nos conditions de travail. Cette politique raciste et réactionnaire pave la voie à l'extrême droite, et encourage ces groupuscules ultra-violents qu'on a pu voir à l'œuvre la semaine dernière à Romans-sur-Isère.

Le gouvernement français n'est pas le seul à pratiquer cette démagogie xénophobe : au Royaume-Uni, le gouvernement veut encore réduire les possibilités d'immigrer légalement. Il a annoncé que les soignants ne pourraient plus faire venir leurs familles, alors même que ce secteur manque de salariés.

Mais qui va construire les villes et garder les gosses ?

Ce sont aujourd'hui des travailleuses et travailleurs issus de l'immigration (comme une large partie de la classe ouvrière de ce pays) qui construisent les installations des Jeux olympiques, nettoient les couloirs du métro, changent les draps des vieillards dans les Ehpad, gardent les enfants ou sont à la plonge dans les restaurants. Travail essentiel à toute la société. Un dispositif important de cette loi porte sur la régularisation de ceux qui n'ont pas de papiers dans les métiers dits « en tension ». Mais ladite régularisation pourrait être soumise au pouvoir des préfets, qui pourraient s'y opposer en cas de « menace à l'ordre public » ou de « non-respect des valeurs de la République ». Autant dire que les prétextes seront légions pour priver des travailleurs et des travailleuses de leur titre de séjour, et permettre au patronat de les exploiter plus durement, par le chantage au retrait du titre de séjour et à l'expulsion. Voilà ce que veulent le patronat et le gouvernement à son service.

Le racisme d'État est une des facettes de la guerre de classe. Aucun travailleur, aucune travailleuse n'est illégale ! Les seuls étrangers sur cette terre ce sont les patrons et leurs serviteurs au pouvoir, les Darmanin et Macron ! Ne nous laissons pas diviser. Ceux qui soutiennent cette loi raciste sont les mêmes qui détruisent les services publics faute de moyens, les mêmes qui refusent toute augmentation générale des salaires, les mêmes qui soutiennent les bombardements des civils à Gaza. Darmanin et sa loi se sont pris les pieds dans le tapis parlementaire. Pour envoyer toute sa politique raciste à la poubelle, travailleuses et travailleurs de tous pays, unissons-nous et manifestons partout en France contre la loi « Immigration » les 16 ou 18 décembre.



@NPA_NouvParAnti



npanouveaupartianticapitaliste



@Revolutionnaires_journal



nouveaupartianticapitaliste.fr

Simple contrôle d'identité

La numéro 2 d'Asnières a débarqué au domicile d'un représentant syndical du bureau pour lui remettre en main propre un recommandé avec convocation en commission disciplinaire en vue d'un licenciement. Elle a poussé la provocation jusqu'à lui demander sa pièce d'identité alors qu'elle le voit tous les jours au boulot. Le collègue lui a demandé si elle avait sa propre pièce d'identité sur elle. Ce n'était pas le cas, elle est donc repartie comme elle est venue, sans avoir remis son recommandé.

Grève des facteurs de Millau

Mercredi 29 novembre, après 44 jours de grève, les facteurs de Millau ont repris le travail. Les 39 grévistes ont imposé 4 CDI, le report de la prise en charge des Imprimés Publicitaires (IP) à 2025, la réduction de 5 à 3 suppressions de tournées. Les grévistes ont bien démontré qu'en luttant collectivement, on pouvait empêcher la boîte de faire ce qu'elle veut. Imaginons si on s'y mettait toutes et tous ensemble nationalement: ce sont les réorgs qui pourraient être stoppées pour de bon, mais aussi l'embauche en CDI des précaires et l'augmentation des salaires qui deviendraient possibles.

Une assemblée générale de grévistes qui trace une perspective de regroupement

Des grévistes du 92, du 78 et de Paris, de la distri, du guichet, CEDEX, des services d'après-midi se sont regroupés en Assemblée Générale le 12 décembre. Elles et ils ont décidé d'appeler à une nouvelle grève le 14 mars, en revendiquant 500 euros d'augmentation de salaires, des embauches en nombre, et la titularisation des précaires. C'est en franchissant les frontières entre centres, entre départements, entre métiers, entre syndicats que la lutte des postiers sera gagnante !

La Poste emploie sciemment des Sans-Papiers

Pour la première fois, une entreprise vient d'être condamnée pour « manquements au devoir de vigilance, impliquant l'emploi de travailleurs sans-papiers par des sous-traitants ». Cette entreprise, c'est La Poste ! Le 5 décembre, le Tribunal de Paris a condamné la boîte en tant que donneuse d'ordre, pour ses abus dans le recours aux sous-traitants. Avant de nous donner des leçons de bonne conduite, La Poste ferait mieux d'arrêter ses pratiques abominables.

Agression raciste d'un facteur à Romans-sur-Isère

Brahim, 19 ans, facteur de Romans-sur-Isère a été agressé en rentrant de sa tournée le 29 novembre. Il habite le quartier populaire de la Monnaie où une centaine de militants d'extrême-droite cagoulés et armés de bâtons s'étaient regroupés le 25 novembre à la suite de la mort d'un jeune homme dans une rixe dans un village voisin.

Juste avant de revenir de tournée, 6 personnes l'ont encerclé, insulté et menacé avec un couteau. Il faut stopper la surenchère raciste à laquelle se livrent gouvernement et extrême-droite, car le racisme est un poison pour les travailleurs !

Attention, cadre méchant

Après avoir terminé leur tournée, des collègues de Colombes, privés de fini-parti en représailles d'une expertise contre la réorg, décident de manger au McDo. Les vélos jaunes devant le restaurant attirent l'attention de la numéro 2 du bureau : telle une pionne au collège, elle ne trouve rien de mieux que de demander des sacs et des gobelets au comptoir, et donne l'ordre aux collègues de venir immédiatement terminer leur repas au bureau. Malgré les menaces, les collègues ont fini leur repas au McDo.